

<https://ricochets.cc/Institutions-et-elections-et-si-on-arretait-de-subir-ces-jeux-ou-on-n-a-pas-la-main-7742.html>



# Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 24 juillet 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Actus, remarques et analyses :

Comme le disait déjà [cet article sur la Constitution de la démocratie française et les Â« souplesses Â» qu'elle offre au Pouvoir](#), Macron et sa bande continuent à vouloir être à la manoeuvre malgré leurs défaites cuisantes.

Le régime n'a toujours aucune intention de nommer un.e première ministre issue du NFP, il fait tout pour gagner du temps et continuer à imposer sa politique avec ces alliés de droite extrême et d'extrême droite.

A présent les JO servent de prétexte pour repousser le NFP, à la rentrée ce sera autre chose, et début octobre (ou avant) une nouvelle version de coalition extrême-centre et droite-extrême sera sortie du chapeau du tyran et de ses amis.

Il faut dire que la constitution et les institutions non-démocratiques en place lui laissent tout pouvoir pour manoeuvrer à sa guise.

Le forcené de l'Elysée menace d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée dans un an si les partis et gouvernements ne marchent pas au pas.

**Dans ce système oligarchique, les peuples ne fixent pas les règles du jeu, il est truqué, et les tyrans modifient les règles au gré de leurs intérêts du moment. Alors est-ce qu'on va enfin enfreindre massivement les règles qui nous enchaînent à l'impuissance, déborder franchement, et inventer nos propres règles ?**

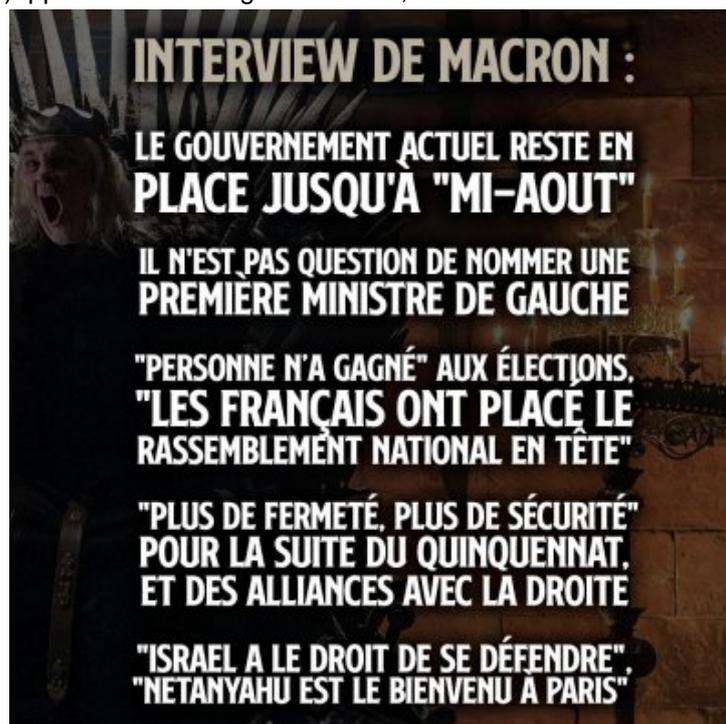
Malgré les atteroiements et reculades de ces dernières années, un puissant mouvement social, porté notamment par de vraies grèves dures et étendues (accompagné de toute la gamme des actions contestataires, et vice-versa), va-t-il naître dans moins d'un an ?

Après le signe positif de l'arrivée en tête du NFP aux législatives, ce serait un premier pas important pour stopper la pente mortelle de l'extrême droite et du capitalisme.

**Beaucoup veulent encore croire aux élections et aux institutions, car c'est plus facile de voter et de laisser faire les élus, experts et militants que de se lever (de se rebeller et de s'organiser « en bas ») pour prendre leurs vies en main, que de mener des grèves générales et des insurrections.**

Mais laisser faire et se tenir à carreau en respectant les règles établies, c'est l'assurance d'un « empirement » général.

Il va donc falloir partout (ré)apprendre à être ingouvernables, rétifs et offensifs.



Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## Q MACRON LE ROI FOU

Après sa défaite électorale aux USA, Donald Trump organisait un ridicule assaut du capitole. Le président d'extrême droite Bolsonaro avait fait de même au Brésil. En France, Macron n'a même pas besoin de réunir ses troupes pour organiser un coup d'État institutionnel. Il lui suffit de donner une interview au milieu de l'été à la télévision.

Le 23 juillet au soir, le président a tenu des propos encore plus lunaires que d'habitude, montrant qu'il a non seulement perdu pied avec la réalité, mais qu'il compte bien continuer à piétiner absolument tout ce qu'il restait de « règles démocratiques » et de bienséance « républicaine ».

Revenons en arrière. le 14 juin, Le Monde révélait cet échange de Macron avec un « grand patron, familier de l'Élysée » qui lui avait demandé à propos de la dissolution : « Pas trop dures, ces journées ? ». Réponse de Macron, amusé : « Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes. Maintenant on va voir comment ils s'en sortent... » **Un manager pervers qui joue à l'explosif avec la vie de dizaines de millions de personnes. Une dissolution sur mesure pour permettre à l'extrême droite d'arriver au pouvoir, et ça le faisait marrer.**

Son plan avait échoué. Le 7 juillet, contre toute attente, c'était le Front Populaire, alliance improbable entre partis de gauche en conflit, qui arrivait en tête, à la surprise générale. **Depuis, Macron s'était muré dans le silence. Avant les résultats, il avait fait fuiter dans la presse qu'il comptait nommer Bardella Premier Ministre, même sans majorité absolue du RN. Mais cette victoire inattendue de la gauche ne le lui permettait pas.**

C'est donc quasiment trois semaines après ces élections, à la veille des Jeux Olympiques, que Macron prend la parole. Et tout est sidérant :

**4 D'abord, Emmanuel Macron ne nommera pas de premier ministre avant la « mi-août » et la fin des Jeux olympiques. Autrement dit les macronistes, triplement battus lors des dernières élections, vont rester plusieurs semaines au pouvoir, en toute illégitimité.** Sachant qu'en plus, ils continuent de faire passer des décrets immondes, comme si les élections n'avaient pas eu lieu. **Imaginons que n'importe quel autre dirigeant européen décide de rester au pouvoir pendant deux mois après sa défaite électorale : tout le monde crierait à juste titre à la dictature.**

**4 Deuxième élément de langage : « personne n'a gagné ». Puisque la gauche est arrivée en tête, cela n'a pas existé.** Emmanuel Macron gouverne pourtant depuis deux ans sans majorité absolue à l'Assemblée, et n'a aucun problème avec ça. Dans la continuité logique, le président a balayé en une phrase la possibilité même de nommer une Première Ministre de gauche. Le Front Populaire a mis deux semaines à se mettre d'accord sur une cheffe de gouvernement, une énarque modéré. Macron ne la nommera évidemment pas. La gauche, même tiède, ne doit pas arriver aux affaires.

**4 Plus grave, il affirme que « les Français ont placé le Rassemblement national en tête au premier tour. Ça, on doit l'entendre et on doit le respecter », et estime qu'il faut donner plus de responsabilités au RN.**

C'est très inquiétant, et prouve une nouvelle fois que toute son opération de dissolution n'avait pour seul objectif que de livrer le pouvoir à la famille Le Pen. Le RN est arrivé en troisième position des législatives. Mais Macron réécrit les règles et ne parle que du premier tour. C'est nouveau. Allons au bout de la logique : si l'on ne se fie qu'aux premiers tours des deux dernières présidentielles, Macron dépasse difficilement les 20% et n'aurait jamais dû être président.

4 Pour la suite du quinquennat, Macron évoque une alliance avec la droite, pour « plus de fermeté, plus de sécurité et plus de justice, plus de simplicité et mieux vivre de son travail ». Traduction : plus de répression et de mesures néolibérales. Il estime que les propositions de Laurent Wauquiez, le chef des Républicains corrompu qui propose des mesures ultra-violentes pour les classes populaires, « vont dans la bonne direction ».

Si le futur Premier Ministre est issu de ce petit parti de droite extrême qui ne représente plus rien, et c'est ce qui se profile, alors Macron assumera définitivement de piétiner le verdict d'une élection qu'il a lui même provoqué.

4 Interrogé sur une éventuelle démission en cas de blocage politique, Emmanuel Macron a évidemment balayé : « Les Françaises et les Français m'ont confié un mandat. Je l'ai sollicité pour la deuxième fois. Ils me l'ont confié pour la deuxième fois et je l'assumerai dans sa plénitude ». Il aime trop le pouvoir et nous faire souffrir pour laisser sa place.

4 Enfin, et ce n'est pas un détail, Macron a réitéré son soutien aux génocidaires israéliens. Critiquant la position de la France Insoumise, qui dénonce la participation d'athlètes israéliens aux JO, le président a enchaîné : « Israël a le droit de se défendre », « C'est pas une guerre d'agression » et même « Netanyahu est le bienvenu à Paris ». Sachant que Netanyahu est mis en cause pour des faits de génocide et visé par un mandat d'arrêt international.

Coup d'État soft, valorisation de l'extrême droite, mépris du résultat électoral et de la gauche, soutien à des criminels de masse. Et tout cela avec de grands sourires et une voix mielleuse. L'intervention du monarque, hallucinante, indigne et inquiétant de bout en bout, promet des lendemains difficiles.

(post de Contre Attaque)

- ▶ voir aussi : [Droite et macronie pourraient s'entendre sur un « pacte législatif » anti-écologie](#) - Suppression des normes qui « entravent les agriculteurs », contrôle de l'immigration... La Droite républicaine a présenté son « pacte législatif d'urgence ». Une « ode à l'ultralibéralisme », selon Daniel Salmon, sénateur Vert.

## QUAND RIEN NE CHANGE, BRAVONS TOUT.

Que les jours sont longs, depuis qu'Emmanuel Macron a décidé de « s'en remettre au peuple » par les urnes le 9 juin 2024. Que les jours sont longs, à entendre que « tout a changé ». Que la situation politique n'est plus la même. Nous constatons toujours les mêmes magouille, la même mascarade, les mêmes mensonges sortant de la bouche des mêmes « représentants », du même État.

« L'État est le plus froid de tous les monstres froids. Il ment froidement, et voici le mensonge qui rampe de sa bouche. Moi, l'État, je suis le peuple ». Friedrich Nietzsche.

Que les jours sont longs quand le sens des mots est inversé, quand nous sommes dépossédés de chaque geste politique. Tout a changé, mais tout reste immuable. L'union de la gauche, le barrage au RN, la droite macroniste-LR. Il n'y a toujours aucune solution électorale à l'horizon. Ce constat est aussi bien français qu'international. De l'Italie de Meloni, aux USA de Trump ou Biden, la Turquie de Erdogan, la Russie de Poutine ou encore le Cuba de Miguel Diaz-Canel aucune politique d'État, de pouvoir, qu'importe son positionnement sur le spectre politique, ne représente un espoir émancipateur pour les peuples. C'est un constat limpide que nous devons tous et toutes accepter, le monde ne se réparera pas par le pouvoir (alors détruisons-le ?).

▶

suite :

La volonté indéfectible de décentraliser le pouvoir d'État pour que chacun-e puisse prendre part directement à la vie politique. Un désir de puissance autonome, de pouvoir communal. Cette proposition est en dehors du spectre de la politique électorale. De son point de vue, la question du vote, pour des représentants d'un État centralisé devient inintéressante.

De son point de vue, toutes les questions que nous nous posons depuis deux semaines (Le PS trahira t'il ? LFI est t'elle sociale-démocrate ? Huguette Bello ou Laurence Tubiana ?) sont des questions inutiles et inhérentes à la spirale infernale du pouvoir auquel nous devons échapper. En nous demandant si et dans combien de temps le PS trahira, on ne pense pas les moyens de l'empêcher, lui et les autres, d'accéder au pouvoir. Le problème ne réside pas dans "qui" a le pouvoir, mais dans le pouvoir lui-même.

5/9

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

Nous  
n'éta  
le ma  
com  
place  
nom

Faisa  
du X  
de l'a  
Nous  
impo  
objec  
de lé  
reme  
sidér

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

La politique de la sidération menée par Macron nous empêche de nous organiser, car nous sommes en permanence en réaction. Nous sommes pris au piège par le jeu du pouvoir, avec des successions de « moment de stupeur ». On nous fait croire chaque semaine à de grands changements pour que justement rien ne change.

Nous aurions pu réclamer a minima un changement constitutionnel comme le propose Clément Viktorovitch, et au mieux rejeter le pouvoir (législatif et exécutif) pour mettre en place des puissances autonomes et décentralisées. Les expériences d'autonomisation de la population vis-à-vis de l'État sont nombreuses ces dernières années en France (Gilets jaunes, nuit debout, ZAD...) comme partout dans le monde (mouvement des places, No police zone de Chicago, Zapatisme, Rojava) et elles ont toutes un point commun.

4/9

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

La vo  
pour  
vie pe  
pouv  
spect  
quest  
centr

De se  
poson  
t'elle  
Tubia  
spirale  
échap  
temp  
l'emp  
probl  
dans

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

Nous devons rendre justice au passé. Nous devons « interrompre » le cours de l'histoire, c'est-à-dire interrompre la catastrophe. Nous devons interrompre « l'état d'exception » dans lequel nous sommes depuis trop longtemps et qui apparaît aujourd'hui comme la normalité.

**« Que tout continue ainsi, voilà la véritable catastrophe »** Walter Benjamin. →

Regardons comme aujourd'hui n'est pas différent d'hier. Macron ne représente qu'une partie marginale de la population (comme hier), Gabriel Attal est toujours 1er Ministre, Yael Braun Pivet vient d'être réélue à l'Assemblée Nationale.

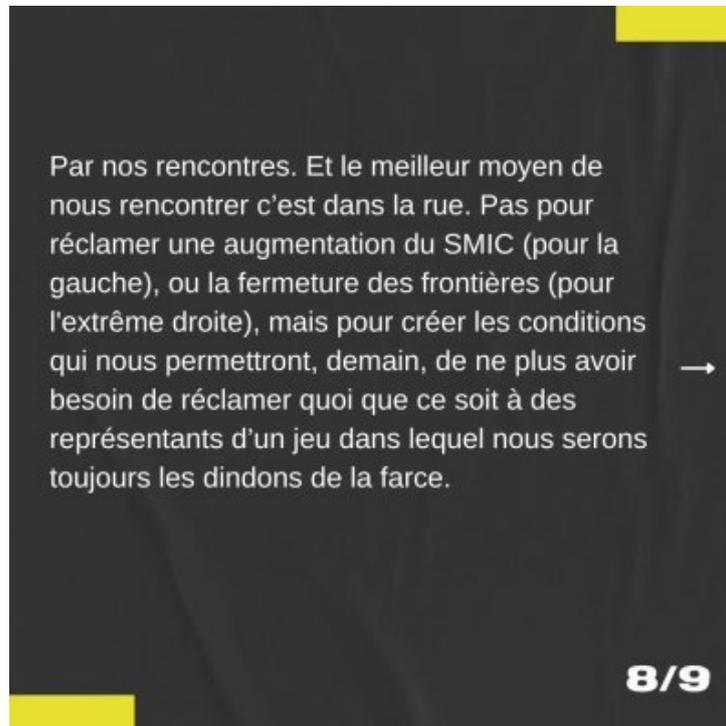
6/9

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

Le P  
purg  
dem  
expl  
mên  
déce  
pou

Les  
nous  
déci  
d'im  
être  
mat  
form

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

(en version texte sur le site : <https://cerveauxnondisponibles.net/2024/07/22/quand-rien-ne-change-changeons-tout/> )

## « On marche sur la tête ! »

Voilà sans doute la première vérité sortie de la bouche du président depuis bien longtemps.

« On marche sur la tête » s'est autorisé à dire Emmanuel Macron lors de son interview ce soir.

On vous résume ce moment de misère politique en 5 points.

### 1. FAIRE PASSER LA PILULE PAR LES JEUX

À la manière d'un César, abreuvant la foule de ses jeux romains. Plus de vingt minutes de l'interview sont consacrées à un charabia sur l'unité de la nation, l'accueil du monde entier à Paris. Macron nous invite à être « enthousiaste » à voir dans ces jeux l'opportunité d'une réconciliation nationale. Un moment de grande communion, où le fils de résistant, militant antifasciste embrassera le crâne rasé, tatoué d'une croix celtique. On marche sur la tête...

► La suite en images :

### 2. LES RAISONS DE LA DISSOLUTION

Interrogé sur l'incompréhension qu'a suscité la dissolution, Macron répond par deux arguments. Le premier d'un populisme répugnant, est d'avoir voulu « s'en remettre au peuple ». Le second, pour se dédouaner de toutes responsabilités, est qu'une motion de censure aurait de toute façon été votée en octobre par une majorité de députés. Pour garder le contrôle, le « maître des horloges » a donc précipité le pays dans l'instabilité politique. On marche sur la tête. →

3/9

### 3. LE NFP PROPOSE LA SOCIALE DÉMOCRATIE, MACRON L'A BALAYÉ D'UN REVERS DE MAIN.

Une heure avant l'interview attendue du président, le NFP s'était empressé de se mettre d'accord sur une proposition pour Matignon. Lucie Castets, inconnue au bataillon, est loin d'être une figure de « rupture » que pouvait encore espérer la gauche. Proche de Nicolas Mayer-Rossignol (elle était sur sa liste lors des élections régionales 2015 en Normandie). Elle est directrice des finances de la ville de Paris et est une fonctionnaire dont le parcours montre qu'elle représente la parfaite social-démocratie qui a toujours trahi. Cette candidate à Matignon soutenue même par Mélenchon nous montre une chose : Le NFP est une farce qui ne sera le salut de personne. Que rien ne change, voilà l'horizon politique que nous propose l'alternative au macronisme. →

4/9

De cette proposition, aussi médiocre soit-elle, Macron n'en a que faire. «Le problème n'est pas là !». Il a balayé d'un revers de main cette idée en affirmant la trêve olympique : «Un gouvernement a organisé les jeux. La stabilité c'est garder le gouvernement.» Pas de nouveau 1er ministre avant la fin des jeux impose avec autorité le président. Quel culot alors que celui-ci vient de vivre sa pire défaite électorale. On marche sur la tête. →

#### 4. PERSONNE N'A GAGNÉ !

Il a reconnu sa défaite, mais refuse de voir un vainqueur. « Le RN est arrivé en tête avec 11 millions d'électeurs » et le Front populaire n'a pas gagné, c'est le front républicain qui a refusé de donner la majorité au RN.

5/9

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

En «  
fasc  
et e  
Fran  
main  
  
Pou  
Pop  
grou  
soie  
réél  
élec  
ave  
d'ur  
lors

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

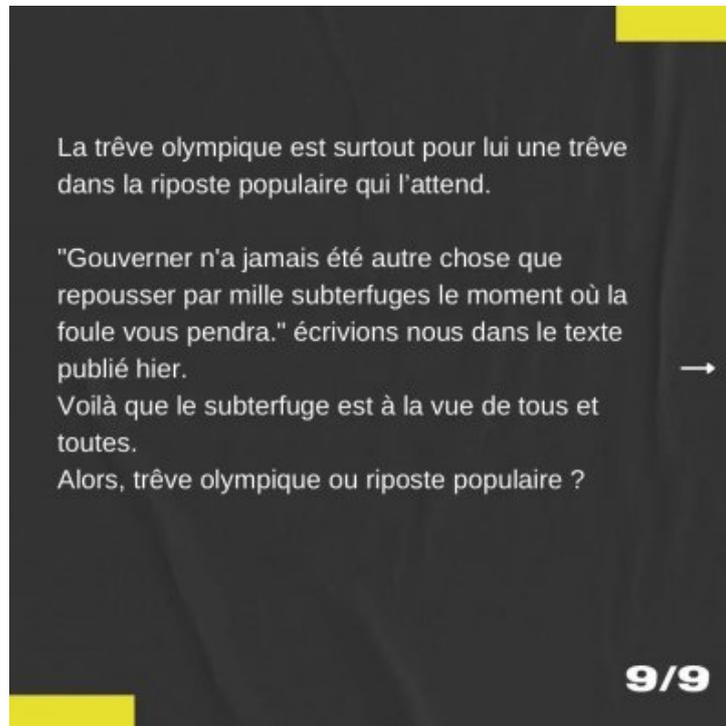
### 5. PROVOQUER L'INSTABILITÉ POLITIQUE POUR SE POSER EN GRAND MÉDIATEUR.

Macron veut continuer à gouverner au centre. Avec la droite d'une part (représentant quelque 50 députés) dont il a largement salué les mesures proposées et a qui il a fait de la lèche en déroulant sa ligne politique : attractivité, compétitivité, renforcement des armées, de l'intérieur, de la justice. Désirant plus de sécurité, une justice plus ferme sur la question des mineurs délinquants ou de l'immigration. Mais aussi avec, éventuellement le PS (66 députés) afin de faire exploser le NFP. Le tout mené par la coalition présidentielle (166 députés) dont Ensemble représente 99 députés. Dans cette configuration de coalition, le camp macroniste resterait le groupe le plus influent et tenterait de gouverner comme avant.

7/9

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

(posts de CND)



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## MACRON DÉMISSION !

Résumé de l'intervention télévisée de Macron :

Je ne nommerai pas Lucie Castet au poste de 1er ministre puisque personne n'a gagné dans ces élections

Le RN est le premier parti de France et il n'a pas assez de postes de responsabilités

Je ne nommerai un 1er ministre que lorsqu'il représentera l'union des forces républicaines au Parlement de LR, LREM ET NFP pour pouvoir continuer à mener MA politique de sécurité et contre l'immigration

Je continuerai en attendant avec le gouvernement de députés/ ministres démissionnaire actuel d'Attal/Darmanin au

moins jusqu'à la mi août voire plus et l'Assemblée ne pourra pas le censurer puisqu'il est déjà démissionnaire, et qu'il y a une faille juridique à ce sujet

BREF, JE VOUS EMMERDE !

Macron confirme donc qu'il s'assied sur les élections, s'assied sur la Constitution et s'affranchit de toute légalité pour maintenir son pouvoir personnel. Bref il nous incite à le renverser par la rue. Il nous dit qu'il n'y a qu'une seule solution pour le renverser : la révolution.

(post de J Chastaing)

## Retour et perspectives de la séquence électorale - AG Antifa Paname

### ► [Retour et perspectives de la séquence électorale - AG Antifa Paname](#)

Texte de retour et de perspectives sur la séquence électorale et les premiers mois de l'AG Antifa à Paris

La sonnette d'alarme est tirée de toute part et la menace agitée du « fascisme aux portes du pouvoir » est utilisée pour justifier l'union électorale des forces progressistes et républicaines. Oublions le rôle historiquement contre-révolutionnaire de la gauche, nous serions dans le même camp : celui de la démocratie, de la République, du Nouveau Front Populaire.

(...)

Il s'agissait cette fois-ci de faire exister une force antifasciste auto-organisée dans une perspective d'interventions, sans se raconter d'histoires quant au devenir prétendument émancipateur d'un cartel électorale de gauche. La victoire à la Pyrrhus de la gauche aux élections législatives n'est pas et ne sera jamais la nôtre. Non seulement elle se fait dans le cadre d'une percée historique du RN mais aussi, elle n'est finalement qu'un retour du parti qui a créé les CRA, tué Rémi Fraisse et réprimé le mouvement contre la loi travail. On ne peut donc pas attendre de la gauche d'endiguer une tendance historique réactionnaire, autoritaire et fascisante qui trouve son origine dans la crise du capitalisme et de sa mondialisation. En revanche, nous n'en attendons que le renforcement de l'autorité de l'État et du contrôle par ses institutions.

(...)

Malgré les tentatives de briser la classique nasse policière par des affrontements, des feux et une attaque de la caserne militaire de la Place de la République, l'ambiance restait à la célébration d'une victoire qui nous laisse un goût particulièrement amer. Quelle est cette victoire ? Les éternelles pitreries des partis de gauche, pendant que le gouvernement assume les affaires courantes et applique l'infâme loi Immigration par décret.

(...)

## LES MILLIARDAIRES DONNENT LEUR ARGENT A L' EXTREME-DROITE POUR QU'ELLE LES PROTEGE DES COLERES POPULAIRES

Milliardaire brun...

Un Bolloré peut en cacher un autre. S'il a raté son rachat de Marianne, Pierre Edouard Stérin n'en est pas moins très motivé à mettre sa fortune (placée en Belgique, comme tous les patriotes fiscaux...) au service de l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. En l'espèce, 150 millions d'euros investis dans le projet Pericles qui comporte notamment :

- 50 salariés à temps plein

- ▶ rachat d'un institut de sondages
- ▶ persécution juridique contre les militants et les organisations féministes, anti-racistes, écologistes ou d'aide aux migrants
- ▶ recrutement de cadres dans la fonction publique
- ▶ financement de think tanks identitaires
- ▶ formation de 1000 candidats pour les élections municipales
- ▶ influence auprès de tous les dirigeants de droite.

La bataille culturelle est décidément celle du pot de terre contre le pot de vin.

(Vincent Edin)



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## PIERRE-ÉDOUARD STÉRIN : UN MILLIARDAIRE DÉBLOQUE 150 MILLIONS D'EUROS POUR METTRE L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR

- ▶ "Guérilla juridique", conquête électorale des villes... la coalition des riches veut installer le fascisme en France -

Si un jour, en manque d'inspiration avant Noël ou un anniversaire, vous avez acheté précipitamment une « Smartbox » pour votre belle mère, vous avez financé sans le savoir un projet néofasciste. Les « Smartbox », ce sont ces coffrets cadeaux qui proposent des « expériences », par exemple des massages, voyages, repas ou activités sportives clé en main. Et ça rapporte beaucoup d'argent à leur propriétaire.

Il s'appelle Pierre-Edouard Stérin, sa fortune est estimée à 1,4 milliard d'euros, parmi les 500 plus riches de France, et il est exilé fiscal en Belgique. En plus de posséder « Smartbox », il finance des médias comme Néo, Le Crayon et une officine baptisée ironiquement « l'institut libre du journalisme ».

**Le quotidien L'Humanité vient de révéler que ce milliardaire prévoit d'investir 150 millions d'euros de sa fortune sur 10 ans pour installer l'extrême droite au pouvoir en France. Un plan baptisé « Périclès », le nom du grand stratège de la démocratie athénienne, mais dont l'acronyme signifie « Patriotes-Enracinés-Résistants-Identitaires-Chrétiens-Libéraux-Européens-Souverainistes ». Tout un programme.**

Le projet ? Il est résumé dans un document confidentiel réalisé l'année dernière : « Permettre la victoire idéologique, électorale et politique » de l'extrême droite, « servir et sauver la France » et lutter contre les « maux principaux » à savoir le « socialisme, le wokisme, l'islamisme, et l'immigration ». Original, c'est déjà ce qui est rabâché dans les médias de masse français, tous les jours depuis 20 ans. Stérin, très religieux, est aussi proche de la Manif pour tous et des mouvements anti-IVG.

**Que comprend son plan ? Une formation pour les candidats d'extrême droite aux municipales, avec l'objectif de remporter 300 villes en 2026. Une équipe par département est chargée de trouver les villes cibles et les candidats adaptés, le tout en partenariat avec le directeur général du RN.**

Dans le document préparé par les services de Stérin, Marine Le Pen et Jordan Bardella sont considérés comme les deux personnalités sur lesquelles Périclès a déjà une « influence réelle ». Par exemple, le numéro deux de Stérin, François Durvy, qui dirige son fonds d'investissement Otium Capital, est l'un des hommes de confiance de la fille Le Pen et l'un des trois principaux rédacteurs du programme de Jordan Bardella pour les élections législatives qui viennent d'avoir lieu.

Le programme « Périclès » vise aussi à unir la droite et l'extrême droite, un objectif déjà réalisé ces dernières semaines avec l'implosion du parti Les Républicains, dont une partie a officialisé son ralliement au RN.

Autre point : mener une « guérilla juridique » sur les thématiques souhaitées par le milliardaire. Une opération assurée par l'avocat d'extrême droite Thibault de Montbrial, qui passe très régulièrement sur Cnews et BFM, notamment pour défendre la police. Dans ce domaine, « 3,5 millions d'euros [avaient] déjà été engagés sur plus de quarante projets », explique le document. En quoi consiste cette « guérilla juridique » ? Poursuivre et faire taire, via des procédures baillons, les idées de gauche ?

**Le projet « Périclès » compte enfin à créer une « réserve » de centaines d'hommes et de femmes prêtes à devenir candidates, expertes, technocrates, pour être placées dans les ministères et administrations en cas de victoire de l'extrême droite en 2027. Ces gens sont prévoyants.**

Il y a quelques jours encore, Pierre-Édouard Stérin tentait de racheter l'hebdomadaire Marianne. Les négociations avaient échoué face aux protestations unanimes des salarié-es. Mais cela en dit long sur l'appétit des riches fascistes envers les médias pour manipuler l'opinion.

**Les choses sont de plus en plus claire : c'est une guerre des classes. Après le milliardaire Bolloré et son empire médiatique, Patrick Drahi qui utilise ses chaînes pour promouvoir l'extrême droite israélienne, le financier Charles Gave qui subventionne les mouvements d'extrême droite : la France est la cible d'une coalition de riches décidés à installer un régime fasciste en France. C'est une entreprise de prédation pour soumettre le peuple, installer un État policier et créer des conflits religieux et ethniques.**

**Face à cela, notre camp social dispose de très peu de moyens, mais nous avons la force de nos convictions : ils ont les milliards, nous sommes des millions. Financer les médias indépendants, éteindre la télé chez vos proches, rejoindre les groupes actifs dans votre ville et combattre pied à pied le rouleau compresseur de l'extrême droite partout où c'est nécessaire, telles sont nos seules options.**



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## Ô L'ASSEMBLÉE NATIONALE : PALAIS DE LA BOURGEOISIE

L'Assemblée Nationale n'est pas la représentation démocratique du peuple, c'est le club VIP de la bourgeoisie gardé par des vigiles en uniforme et lourdement armés.

Suite aux dernières législatives, France Info fait quelques rappels chiffrés sur la composition de l'Assemblée :

« La composition sociologique de la nouvelle Assemblée nationale diffère très peu de celle de la précédente législature. Et pour cause, ce sont 73% des députés qui ont été réélus ». Il s'agit du taux de réélection le plus élevé de la Ve République ». **Paradoxalement, la dissolution n'a pas tout dynamité l'ancienne représentation, le nouvel hémicycle est quasiment inchangé.**

« **C'est une Assemblée très majoritairement masculine.** Elle ne se compose que de 208 femmes, soit 36% des députés et de 369 hommes, 64%. C'est en recul par rapport à la précédente législature. Sans surprise, « plus les députés se situent à droite de l'échiquier politique, plus la part des femmes est restreinte ».

« **Surtout, l'écrasante majorité des députés, 60%, appartient à la catégorie des cadres et des professions intellectuelles supérieures,** selon la classification de l'Insee. Les cadres représentent pourtant seulement 21,6% de la population française en emploi. À l'inverse, les ouvriers sont quasiment absents de l'hémicycle, avec seulement 6 députés soit moins de 1% des effectifs, alors qu'ils constituent 19,1% de la population, selon l'Insee.

À titre de comparaison, même les agriculteurs sont mieux représentés : il y a 11 députés « agriculteurs exploitants », et le total de personnes qui travaillent dans l'agriculture en France représente 1,5% de la population active. **Le monde ouvrier est donc, proportionnellement, bien moins représenté que les autres catégories.** Quasiment éliminé du monde politique et de la classe dirigeante.

« Contrairement à ce que prétend l'extrême droite, le RN n'est pas le parti du peuple. **58,7% des députés du RN sont des cadres supérieurs. Ce taux monte jusqu'à 76,3% pour le groupe Écologiste et 78,8% pour les Socialistes.** Une homogénéité sociale quasiment totale au sein de la gauche molle. Et c'est le groupe La France

Insoumise qui compte le plus de diversité dans ses rangs, même s'il reste éloigné de la représentation réelles des classes sociales françaises.

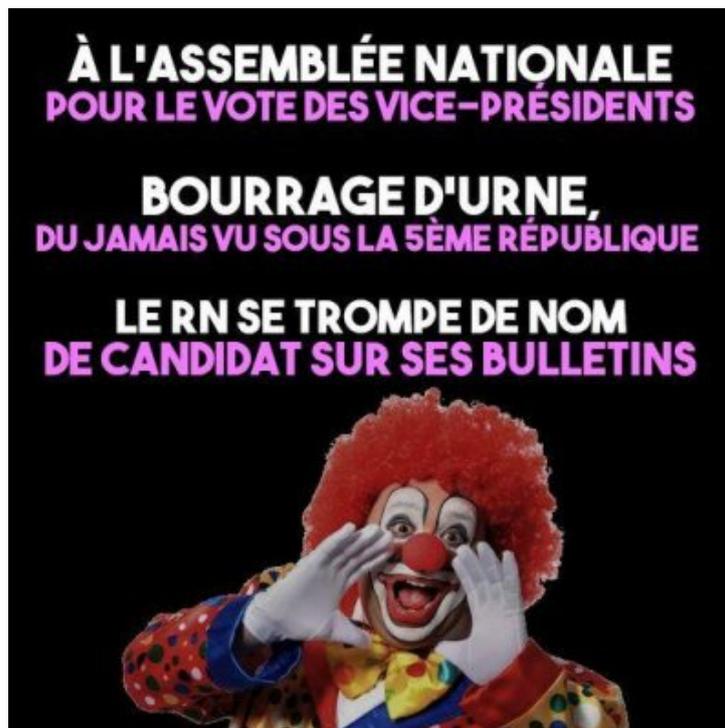
; Rappelons que les élus de l'Assemblée et du Sénat touchent la "modeste" rémunération de 7.493,30 euros par mois, et ont même été augmentés ces dernières années. Ils disposent par ailleurs de 5373Euros par mois de frais de mandat, de 18.950Euros par an en frais de déplacement et de communication, de 15.500Euros par an en appareil électronique, de déplacements gratuits... **Entre autres privilèges. Au total, la rémunération des parlementaires coûte un milliard d'euros par an au budget de l'État. Ces élus font donc partie des 10% des plus privilégiés en terme de revenus.**

Le parlement est une illustration de la reproduction sociale, et de la confiscation du pouvoir par la bourgeoisie. Au delà des différends politiques, ces gens se côtoient dans des salles somptueuses, mangent ensemble, se connaissent, partagent une même manière d'être au monde. **L'immense majorité n'a rien en commun avec les dizaines de millions de personnes qui galèrent dans ce pays, et n'a même aucune idée de ce que la précarité et l'insécurité sociale peuvent représenter dans sa chair, dans sa tête.**

; **Enfin, dans le gouvernement démissionnaire de Macron, la moitié des ministres sont millionnaires.**

Composé de 34 ministres, chacun grassement rémunéré et accompagné d'une armée de conseillers eux-mêmes surpayés, 17 ont un patrimoine dépassant le million d'euros. Pire, un tiers des ministres se hisse dans le 1% des Français les plus fortunés. Gabriel Attal, par exemple, était héritier millionnaire avant même l'âge de 30 ans sans jamais avoir travaillé.

**En 1789, la bourgeoisie a profité de la Révolution pour prendre le pouvoir. En 2024, elle y est toujours, et la révolution reste à faire.**



Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## Ó À L'ASSEMBLÉE : BOURRAGE D'URNE ET ERREUR DE BULLETIN DE VOTE DU RN

**Nous avons basculé dans le n'importe quoi total, la vérité n'a plus cours, les règles institutionnelles sont piétinées par ceux qui tiennent les institutions et la mafia se pavane dans les salons de la République.**

## Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

Jeudi 18 juillet, Yaël Braun-Pivet arrachait un nouveau mandat de présidente de l'Assemblée Nationale grâce au vote manifestement illégal des ministres, alors même que le camp macroniste a été sévèrement battu aux élections. 24h après, pour désigner les vice-présidences de l'Assemblée, c'est bourrage d'urnes et erreur de bulletin :

« À l'issue du dépouillement, il est apparu que dix enveloppes en trop avaient été disposées dans les urnes », a reconnu piteusement Yaël Braun-Pivet vers 17h30. Le premier tour du vote a été annulé, c'est tout simplement du jamais vu sous la Cinquième République. Et il a fallu 1h30 de dépouillement pour constater ces 10 enveloppes supplémentaires : en d'autres termes, du bourrage d'urne au coeur du pouvoir législatif de la 7e puissance mondiale, comme s'il s'agissait d'un vulgaire congrès de l'UNEF ou de l'UMP.

Les scrutateurs, c'est-à-dire les élus qui étaient chargés de veiller que tout se passe bien, étaient du Rassemblement National ou macronistes. Ils étaient responsables de la bonne tenue du vote. De son côté, des élus du Front Populaire ont exigé une réunion pour voir d'où venaient les fraudes. Yaël Braun-Pivet a refusé.

« Il a aussi été constaté que les bulletins imprimés par le RN comportaient le nom de Thierry Breton, qui est commissaire européen, et non de Xavier Breton, le député de droite de l'Ain qui était soutenu par le RN. « On a eu les noms [des candidats] très tard. Une erreur de ce type, quand on fait ça dans l'urgence, ça arrive », justifie le parti d'extrême droite.

Le temps que son équipe réimprime les bulletins, sans faute, une quinzaine de ses députés avaient déjà voté avec le papier comportant une erreur, qui a été invalidé.

**Le régime fait naufrage, mais au moins, on rigole. C'est surréaliste. Digne d'un autre Breton : André Breton.**

(posts de Contre Attaque)



**Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?**

**Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?**

## IL EST « TRÈS IMPORTANT » POUR YAËL BRAUN-PIVET QUE LE RN SOIT « ENTENDU A L'ASSEMBLÉE »

Séquence révélatrice sur France 2 le 20 juillet. « Ce n'est pas normal que le RN n'ait pas de vice-président » s'exclame Yaël Braun-Pivet, présidente Macroniste de l'Assemblée nationale. Elle dénonce même « un vote stupéfiant ». Ce qui est vraiment stupéfiant, c'est qu'elle se soit maintenue au perchoir alors que les macronistes ont triplement perdu les dernières élections.

Braun-Pivet poursuit : « Je voudrais rassurer tout le monde, à l'Assemblée Nationale, dans les deux grandes instances, le Rassemblement National y siègera. » Très rassurant en effet.

Le présentateur de France 2, Thomas Sotto, la coupe, surexcité : « mais y'a quand même 11 millions d'électeurs qui ont voté RN et qui se disent je ne comprends pas pourquoi j'ai pas une vice présidence à l'Assemblée ! Vous le regrettez ? » Une question très objective, pas du tout favorable au RN. En une seule phrase, Thomas Sotto augmente d'un million de voix le score réel de l'extrême droite et insiste pour que son interlocutrice s'excuse encore plus de ne pas donner assez de postes au RN. Les médias de service public sont désormais alignés sur Cnews.

Braun Pivet répète : « Je souhaite rassurer les électeurs [...] la voix du RN sera entendue dans les instances de l'Assemblée Nationale soyez en sur, c'est extrêmement important pour moi ». Oui, « extrêmement important. »

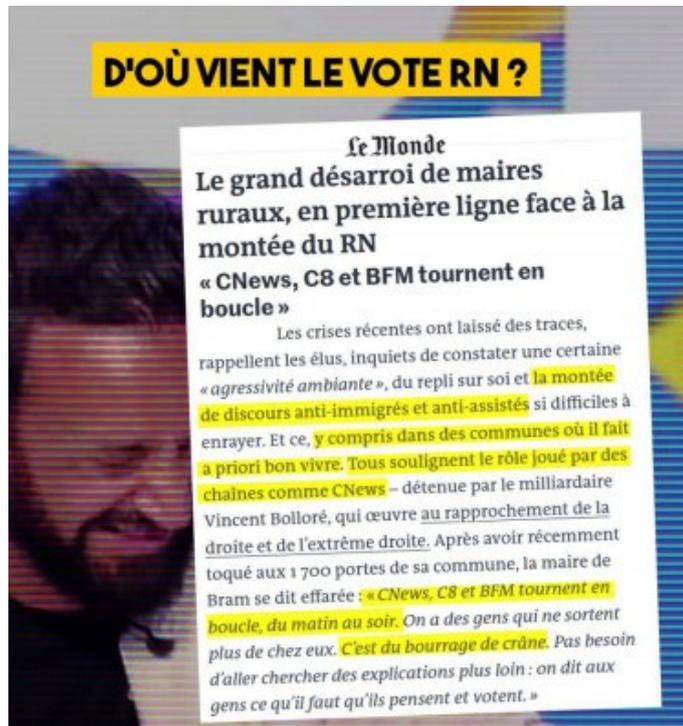
Le 27 avril dernier, la macroniste déclarait l'inverse : « La poussée du RN est un échec collectif. C'est l'échec de tous les républicains qui combattent l'extrême droite. Nous n'arrivons pas à la faire baisser ». **Un échec collectif disait-elle alors que son camp continue de tout faire pour offrir le pouvoir au RN.**

**Les macronistes ont perdu les élections européennes, puis ont organisé une dissolution dans le but de détruire la gauche, et ont à nouveau perdu les législatives. A présent, ils refusent de nommer au gouvernement le Front Populaire arrivé en tête, et pleurent parce que le RN n'a pas assez de postes. Le barrage est en papier mâché.**

► Source : <https://x.com/i/status/1814729078768914539>



Institutions et élections : et si on arrêta de subir ces jeux où on n'a pas la main ?



Institutions et élections : et si on arrêtait de subir ces jeux où on n'a pas la main ?

## D'OÙ VIENT LE VOTE RN DANS LES CAMPAGNES ?

L'extrême droite fait un véritable raz-de-marée électoral dans les campagnes. Jamais la France n'a été aussi divisée sur le plan territorial. D'un côté, les grandes villes ont voté massivement à gauche. De l'autre, les ruraux ont offert un triomphe aux fascistes. C'est d'ailleurs paradoxal, puisque ce sont des villages sans immigrés ni insécurité qui ont le plus voté pour le RN.

Le Monde a tenté de comprendre, en allant au plus près du terrain, interroger les maires de villages qui ont plébiscité l'extrême droite. Il y a cette maire qui « ne ménage pas ses efforts pour améliorer le quotidien avec les moyens disponibles : cantine à 1 euro, tarification sociale pour l'eau, offre d'un vélo aux enfants, coup de pouce pour le permis... » et qui explique « on peut pas dire que Bram est une commune abandonnée. On a une sortie d'autoroute, une gare, ce qu'il faut de services, encore quelques médecins ».

Ou cet autre maire, en Haute-Marne, d'une commune de 7.000 habitants dont les administrés ont voté pour un député RN qui explique : « On a tout ce qu'il faut de services, des fêtes, une navette gratuite, des entreprises de pointe, quasiment pas de chômage, pas de violences urbaines... Et pourtant, on a quand même le RN ».

**Alors, si ces territoires ne sont pas plus « abandonnés » que d'autres, qu'il n'y a pas plus d'insécurité, d'où vient ce vote ultra-massif pour le RN ?**

**Tous les maires soulignent auprès du Monde « le rôle joué par des chaînes comme CNews - détenue par le milliardaire Vincent Bolloré ».** Par exemple, la maire de la commune de Bram dans l'Aude a « toqué aux 1700 portes de sa commune » et se dit effarée : « CNews, C8 et BFM tournent en boucle, du matin au soir. On a des gens qui ne sortent plus de chez eux. C'est du bourrage de crâne. Pas besoin d'aller chercher des explications plus loin : on dit aux gens ce qu'il faut qu'ils pensent et votent ».

**Nous subissons un coup d'État médiatique, l'extrême droite parle tous les jours dans des millions de foyers isolés, et quasiment rien ne peut l'empêcher. Sauf en mettant hors d'état de nuire les médias des milliardaires.**

(posts de Contre Attaque)